

059	UTBM service communication	L'Est Républicain	21 mars 2015
		Région	pétition - conseil d'administration - enseignants chercheurs contractuels

Une « pépite à préserver »

Belfort. Une pétition et une motion ont été remises hier aux membres du conseil d'administration de l'UTBM qui se réunissait sous la présidence de Sylvain Allano, directeur chez PSA. « Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la renégociation des lettres de mission des enseignants chercheurs contractuels », indique l'intersyndicale Unsa, SNPTEs, Sgen-CFDT et FSU.

Sur 43 personnes dont 26 sont en CDI, 10 % des situations mises à plat par la direction depuis novembre dernier posent souci : les personnels allèguent « une convocation de façon systématique par la direction qui leur a demandé un service d'enseignement supplémentaire tout en maintenant leur mission initiale, et des délais, pour signer leur nouvelle lettre, trop courts, même s'ils sont légaux ».

Pascal Brochet, directeur de l'UTBM, répond qu'il « s'inscrit en faux sur les délais, ils ont été d'un mois au lieu des huit jours légaux. D'autre part, c'est un privilège pour les universités de technologie de pouvoir recruter des personnels ayant une expérience en entrepri-

se. Ils négocient leur salaire quand on les embauche et au-delà de six ans chez nous, l'ancienne direction leur signait un CDI aux mêmes conditions que les fonctionnaires. Cette affaire est interne à l'UTBM. J'ai reçu les 26 personnes concernées dont certaines devaient voir évoluer leur mission ».

Bien qu'un tiers des personnels a signé la pétition anonyme, d'autres personnels ont vu l'action d'hier matin d'un œil circonspect : « Ce sont principalement des enseignants en langues dont la mission est revue, il n'y a pas de menaces sur l'emploi. Pourquoi rendre cette histoire publique ? », questionne l'un d'eux.

Le conseil d'administration, qui a examiné les situations litigieuses, a décidé que la direction travaillera, sur ces cas, avec une commission technique paritaire.

Les grands mouvements interpellent

Derrière cette grogne, les personnels s'avouent inquiets sur les grands mouvements que vit l'enseignement supérieur franc-comtois en ce moment, avec la création,



■ Les personnels n'ont pas souhaité perturber le CA hier matin, mais juste en interpellant les membres en leur glissant une motion et une pétition à l'entrée en salle de réunion. Photo ER

notamment, de la Comue Université Bourgogne Franche-Comté le 1^{er} avril. Les enseignants veulent réaffirmer la spécificité de la « pépite » que représente leur école d'ingénieurs, « l'excellence de la formation et de la recherche et la qualité de service de l'administration ». Problème, indique le directeur :

« Ma masse salariale augmente, les financements stagnent. On sert donc les bouillons de toutes parts. Nous avons la chance de former des jeunes mais on doit gagner en productivité ». Et faire évoluer les relations entre l'université de Franche-Comté et l'UTBM, dont Marie-Guite Dufay, présidente

de Région, reconnaissait mardi qu'elles n'étaient pas exceptionnelles. « Un héritage des années 60-70 », analyse Pascal Brochet, conscient que son école, qui appartient toujours au réseau des universités de technologie, va devoir peser dans la grande région.

Karine FRELIN